

# « Panama papers » ce qu'ils révèlent... et ce qu'il faut faire !

Paris, le 12 avril 2016

## Une affaire qui dénonce le cœur du système financier

Si l'affaire des « Panama papers » a fort logiquement des répercussions mondiales, elle révèle en réalité ce que tous les observateurs attentifs savaient déjà :

- Les paradis fiscaux jouent un rôle majeur dans le système financier international : ils sont utilisés par les spéculateurs, les criminels, les fraudeurs, les corrupteurs et tous ceux qui veulent contourner les lois.
- Ils ont prospéré avec la complicité, voire l'appui, de nombreux pays occidentaux. Ils favorisent l'évasion fiscale (1000 milliards d'euros de perte par an dans l'Union Européenne, 60 à 80 milliards en France) et la concurrence fiscale.
- Qui trouve-t-on dans ces territoires ? Des fraudeurs, des délinquants, des « people », des personnes riches, des multinationales, des politiques... Du fait de leurs pratiques voire de leur connivence, la coupure avec les peuples est terrible. La démocratie s'en trouve un peu plus affaiblie...
- Aucune mesure n'a vraiment été prise pour en finir avec leurs pratiques : de fait, c'est le discours d'affichage et le double discours qui a prévalu durant de trop longues années. Le système financier et ses dérives n'ont jamais été sérieusement « cadrés ».
- Pire, alors que ces pratiques se développaient, on n'a cessé de réduire les droits sociaux avec, en France, le projet de loi « travail » et l'affaiblissement de l'État par exemple.

## Imposer des mesures : une urgence démocratique, sociale et économique

Pour en finir avec la délinquance économique et financière, la fraude fiscale et l'injustice fiscale et sociale, les mesures à prendre sont connues ! Mais jusqu'à présent elles ont été ignorées par les États et méprisées par les multinationales et les plus aisés.

Les mesures d'urgence ? Les voici :

- En finir avec les sociétés écrans et le secret bancaire (par un accord global sur l'échange automatique d'informations précises sur les comptes et les réels détenteurs des sociétés écrans par exemple).
- Obliger les multinationales à déclarer toutes les entités qu'elles contrôlent, leurs montages financiers et fiscaux et leur comptabilité «pays par pays» aux pouvoirs publics (les administrations fiscales notamment).
- Renforcer les effectifs des administrations fiscales, douanières et judiciaires (la Direction Générale des Finances Publiques a perdu 35000 emplois depuis 2002 !).
- Faire œuvre de transparence pour assurer un véritable suivi de la lutte contre les délinquances économiques et financières.
- Renforcer la coopération entre les services de l'État et, au plan international, entre États.
- En finir avec la concurrence fiscale et harmoniser les systèmes fiscaux au sein de l'Union Européenne, notamment dans la zone euro.

**Toutes ces mesures sont parfaitement réalisables sur le plan technique :  
il faut désormais exiger des États qu'ils les mettent en œuvre !  
Agir pour imposer d'autres choix ? Une nécessité légitime et urgente !**